

Et si les citoyens prenaient eux-mêmes en charge leur souveraineté alimentaire

Ce mardi, comme tous les mardis, mon épouse et moi allons récupérer notre panier de légumes biologiques au coin de notre rue en face du restaurant, lui aussi bio, le [Sain Bol](#). Quel plaisir de découvrir les légumes frais cueillis, de les toucher, de sentir l'odeur de la terre encore présente. Nous en profitons pour nous informer des dernières nouvelles de la ferme et faire notre réseautage hebdomadaire auprès des autres partenaires.

Ce rituel commencé il y a une douzaine d'années à la suite d'une conversation avec un ami déjà partenaire d'une ferme biologique. Il nous a fallu quelques semaines pour apprivoiser le changement de culture qui s'opérait dans nos habitudes. Plus question de choisir combien et quels légumes nous allons cuisiner durant la semaine, il fallait maintenant plutôt adapter nos recettes selon l'arrivée du moment. Et bien sûr, il a fallu intégrer bon nombre de variétés que nous ne connaissions pas et élargir nos horizons culinaires.

Très vite nous n'avons pu nous en passer et notre ferme doit avoir un sixième sens, car elle à augmenter son offre en offrant des paniers d'hiver, puis, tout récemment, des paniers de printemps. Elle vise maintenant à offrir des produits à l'année. C'est comme si toute une communauté s'était donné les moyens d'un genre de souveraineté alimentaire saine et locale.

Mais comment s'assurer que cette offre perdure dans le temps, que nos enfants, nos petits-enfants et les générations qui suivront pourront aussi bénéficier de produits frais issus d'un terroir de proximité?

Une réponse à cette question qui paraissait utopique il y a quelques années est en train de faire son chemin parmi les producteurs d'aliments biologiques et leurs hordes de partenaires urbains et ruraux, il s'agit de la mise sur pied de fiducies foncières agricoles perpétuelles visant à conserver la vocation biologique des terres et à permettre un accès à la relève qui autrement n'a souvent plus les moyens de s'installer.

Cette utopie présente depuis plusieurs décennies chez nos voisins du sud par le biais de « farm land trusts » a trouvé preneur au Québec. La première à avoir été créée, la [Fiducie Protec-Terre de la ferme Cadet Roussel](#), située en Montérégie, va fêter ses cinq ans d'existence cet automne et déjà, d'autres suivent son exemple un peu partout dans la province. Il y a la fiducie *Terre sans faim* qui a vu le jour récemment sur une des terres de la ferme la *Vallée des prairies* dans le centre du Québec, et puis la ferme [Sageterre](#) du Bic, dans le Bas-Saint-Laurent, qui s'appête à appliquer son modèle de fiducie foncière coopérative. Et combien d'autres sont en préparation dans Lanaudière, les Laurentides, les Cantons de l'Est ou la Mauricie?

L'aventure n'est pas facile, car le chemin n'est pas bien tracé et le financement requis est déficient, mais il y a de l'espoir. Une fondation a été lancée pour amasser les fonds nécessaires à financer l'acquisition des terres, la *Fondation pour le foncier solidaire*, et puis, tout un réseau est en marche pour soutenir ces projets et échanger de bonnes pratiques en matière d'intendance et de pérennité.

Imaginez! Finis les aliments « plastiques » et sans gout, car cueillis avant d'être mûrs. Fini le monopole des grands distributeurs favorisant les produits provenant du bout du monde au détriment des produits locaux. Finie l'ingestion de pesticides, d'OGM et de produits boostés au chimique. Nous pouvons nous réapproprier la terre et en faire un bien commun au service des êtres vivants au même titre que l'air, l'eau et la lumière. Les Amérindiens l'avaient déjà compris, eux pour lesquels le concept de propriété foncière était inconnu.

Saurons-nous offrir la terre nourricière en héritage aux communautés futures, sans spéculation, sans empiètement de la ville ou de l'industrie toujours plus voraces? Saurons-nous nous contenter d'une table régionale? Saurons-nous accepter que la Terre n'a pas des ressources infinies et qu'il est primordial de conserver celles qu'il lui reste?

Je vous le souhaite, car je crois fermement que nous pouvons trouver le bonheur et le bien-être au sein d'un réseau d'alimentation biologique où producteur et consommateur redeviennent des partenaires de vie plutôt que des partenaires d'affaires.

Hubert Lavallée
Président de [Protec-Terre](#)
16 septembre 2015